Notre-Dame-des-Landes : mobilisation générale. Appel unitaire pour le 27 février

Pour l'abandon du projet d'aéroport - Pour l'avenir de la ZAD : Ni expulsions, ni travaux

Face aux menaces du gouvernement, le mouvement anti-aéroport est plus dense et vivant que jamais. En témoignent la mobilisation en urgence de 20 000 personnes et près de 500 tracteurs sur le périphérique nantais le 9 janvier, les actions de blocages et mobilisations paysannes qui ont suivi, le rassemblement devant le tribunal de Nantes et les multiples manifestations dans des dizaines d'autres villes en France et au-delà.

La résistance à Notre-Dame-des-Landes est aujourd'hui devenue emblématique de tant d'autres luttes contre les destructions environnementales et sociales, de tant de combats face à la disparition des terres agricoles ou aux causes du changement climatique. Elle marque un refus ferme de la marchandisation continue du territoire et de nos vies.

Ce qui se construit sur la ZAD est porteur d'un immense espoir parce que s'y inventent d'autres manières d'habiter le monde, de cultiver, de créer et de s'organiser en commun.

Les 30 et 31 janvier, c'est un millier de personnes qui sont venues participer à plus de 30 chantiers simultanés pour renforcer ce que Vinci voudrait détruire. En ces temps d'état d'urgence en passe de devenir perpétuel et d'atteinte prolongée aux libertés publiques, la détermination qui anime le bocage est un encouragement contagieux à ne pas se résigner.

Mais le 25 janvier, le juge des expropriations a prononcé l'expulsion des paysan-ne-s et habitant-e-s légaux de la ZAD : immédiate pour les exploitations agricoles, sous deux mois pour les habitations. Les quelques 200 nouvelles personnes qui, depuis 2007, se sont installées sur la ZAD pour y vivre et la protéger, sont, elles aussi, susceptibles d'être délogées par la force.

La décision de passer à l'acte est aujourd'hui entre les mains du gouvernement. Hollande s'était engagé à attendre la fin des recours juridiques contre le projet d'aéroport. Ceux-ci ne sont pas épuisés : les recours contre les arrêtés loi sur l'Eau et Espèces Protégées sont en appel, une procédure de pré-contentieux est encore pendante devant la Commission Européenne.

Pourtant, Valls, de son côté, martèle toujours sa volonté d'expulser la ZAD et de démarrer les chantiers à court terme, confortant les porteurs du projet. De premiers travaux de défrichage sont censés commencer avant la mi-mars.

Si la pression sur l'ensemble de la zone est aujourd'hui plus forte que jamais, il n'est pas question de partir et de laisser la place aux tractopelles de Vinci, ni de vivre continuellement avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Il n'est pas non plus question de diminuer notre propre pression sur les porteurs du projet et le gouvernement.

Au contraire, c'est maintenant qu'il faut enfin gagner l'abandon du projet d'aéroport par notre mobilisation !

Dans le bras de fer qui s'est engagé, la puissance du mouvement dans la France entière pendant les semaines à venir va être décisive.

Toutes les composantes de la lutte appellent donc à multiplier les actions de solidarité, en préambule d'une journée de mobilisation massive et générale le 27 février. Cette journée aura pour mot d'ordre l'arrêt des menaces d'expulsion sur les paysan-ne-s et habitant-e-s de la ZAD, ainsi que l'abandon définitif du projet d'aéroport.

Nous invitons tous les comités et soutiens à relayer très fortement l'appel pour cet événement et à organiser des bus et convois pour s'y rendre.

Nous nous rassemblerons le 27 février en fin de matinée, précisément là où les travaux sont censés commencer, pour y faire la démonstration concrète de notre capacité à les bloquer. Nous convergerons ensuite vers une grande fête pour l'avenir de la ZAD.

Les différentes heures exactes de rendez-vous et points de départ des cortèges seront précisés par la suite.

Celles et ceux qui habitent et cultivent la ZAD ne la quitteront pas !

Il n'y aura jamais d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes !

Premiers signataires de ce texte : ACIPA, ADECA, ATTAC, CELA, COPAIn 44, des occupant-e-s de la ZAD, Ensemble!, EELV, NPA, PG, RAGT, Solidaires… + l'Assemblée du mouvement réunie le 2 février (liste en cours)